



**Joshua Osih, le candidat du Social démocratique front, principal parti d'opposition au Cameroun (SDF), a souhaité mercredi que les déplacés internes, qui ont fui les violences dans régions confrontées à la crise sociopolitique, participent à l'élection présidentielle du 07 octobre.**

Joshua Osih veut une participation des déplacés des régions anglophones "Nous avons demandé à Elections Cameroon (Elecam, commission électorale) de permettre aux déplacés internes de pouvoir voter dans les villes et localités où ils sont.", a posté M. Osih, sur Twitter, précisant que "cela permettra à plus de 200 000 personnes de participer (...) à l'élection."

Depuis 2016, le Nord-ouest et Sud-ouest, les deux régions anglophones du Cameroun, traversent une crise sociopolitique. La situation s'est dégradée avec l'interpellation au Nigeria de 47 séparatistes, dont Sisiku Ayuk Tabe (leader) et leur extradition au Cameroun.

Les combats entre les forces de défense et de sécurité camerounaises et des hommes armés se réclamant des "forces de restauration de l'Ambazonie", un Etat imaginaire, sont récurrents. Cette situation a causé le déplacement des milliers de personnes, selon le Bureau de coordination des Affaires humanitaires de l'ONU (Ocha).

En juin, Le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) estimait à 238.099, le

nombre de déplacés internes.

Sur 28 dossiers de candidatures reçus par ELECAM, neuf dont celle du président sortant Paul Biya (85 ans, Rassemblement démocratique du peuple camerounais, RDPC) ont été validés, 18 rejetés et un désistement enregistré.

Les candidatures de Garga Haman Adji (Alliance pour la démocratie et le développement, ADD), arrivé troisième lors de la présidentielle de 2011, Akere Muna (Front populaire pour le développement, FPD), Maurice Kamto (Mouvement pour la renaissance du Cameroun, MRC), Cabral Libii (parti Univer), Adamou Dam Njoya (Union démocratique au Cameroun, UDC), Serge Espoir Matomba (Peuple uni pour la rénovation sociale, PURS), et Frankline Ndifor Afanwi (Mouvement citoyen national camerounais, MCNC) ont été également acceptées.

Plus de sept millions Camerounais inscrits sur les listes électorales seront appelés aux urnes le 7 octobre pour élire leur président dans un contexte de crise sécuritaire dans l'extrême-nord, le Nord-ouest et le Sud-ouest.